



S.C.M.A. Photothèque / J.-P. Verney

# *Inégalités de classe et de sexe et système agro-alimentaire en milieu rural en Amérique latine*

## Résumé

Andrée Michel : « Inégalités de classe et de sexe et système agro-alimentaire en milieu rural en Amérique latine ».

*Le système agro-alimentaire, implanté en Amérique latine sous l'égide des entreprises multinationales (E.M.N.), avec le concours de l'état latino-américain, a renforcé les inégalités de classe et de sexe. Par suite du modèle familial bourgeois introduit en Amérique latine par les colonisateurs portugais et espagnols, « le mode de production domestique patriarcal » assuré par les paysannes latino-américaines dans la famille sert non seulement à renforcer leur surcharge de travail mais à alimenter le profit capitaliste des E.M.N.*

## Abstract

Andrée Michel : « Class and sex inequalities and system of « agro-industry » in Latin America.

*The system for the growing and distribution of food imposed on Latin America by multinationals with the help of the Latin American governments has reinforced the inequalities of class and sex. « The patriarchal domestic mode of production », introduced into Latin America centuries ago by the Portuguese and Spanish settlers, not only reinforces the workload of female peasants in Latin America but increases the profit made by the multinationals.*

**Key words :** Latin America, subsistence farming, commercial crops, multinational corporations, class and sex inequalities.

Les changements affectant les inégalités de classe et de sexe en Amérique latine ne peuvent s'évaluer qu'en identifiant le rôle joué dans ces inégalités par les différentes formations socio-économiques, les multinationales, les entreprises nationales, les états, les familles patriarcales. En effet, c'est au sein de ces formations que se déploient « le développement » économique et les rapports sociaux de classe et de sexe qui les sous-tendent. Dans une première partie où sera traité le devenir des

inégalités de classe dans le milieu rural en Amérique latine, on examinera plus spécialement le rôle des multinationales et de l'État national tandis que dans une deuxième partie portant sur le devenir des inégalités de sexe dans les populations rurales, le rôle des familles patriarcales sera plus explicité.

Ces approches nécessitent au préalable une vue d'ensemble sur les caractéristiques du développement économique de l'Amérique latine. Elles sont les suivantes :

- l'Amérique latine est « la plus grande zone industrielle des pays en voie de développement » puisqu'elle concentre plus de la moitié de la production industrielle de ces pays. La part de l'industrie dans le P.I.B. (produit intérieur brut) atteignait déjà 21 % en 1960 contre 12 % en Asie et 9 % en Afrique<sup>1</sup> ; ce qui signifie que la part de l'agriculture s'en trouve diminuée d'autant ;

- il s'agit d'une économie dépendante au sein d'un « système économique international » dominé par les entreprises multinationales que je désignerai désormais par l'abréviation E.M.N. Cette dépendance s'identifie dans trois aspects principaux : d'une part la dépendance du mode de développement et de croissance adopté de l'Occident, ce qui signifie le primat du développement économique sans se soucier des retombées sociales, d'autre part la recherche de la maximisation du profit ; enfin le modèle implique aussi la priorité de la production industrielle sur la production agricole et, au sein de celle-ci, la préférence accordée à la croissance de la production des cultures commerciales pour l'exportation par rapport aux cultures vivrières, celle de l'industrie alimentaire à forte valeur ajoutée sur la production d'aliments de base dont se nourrissent les populations paysannes.

Le modèle occidental de consommation et de maximisation du profit postule aussi que les produits industriels (alimentaires ou autres) à forte valeur ajoutée soient d'abord destinés à une clientèle de classes riches et moyennes. Il en résulte une dépendance alimentaire accrue de l'Amérique latine vis-à-vis des pays du Nord pour les céréales et aliments de base alors que certains pays de ce sous-continent étaient traditionnellement exportateurs de ces denrées<sup>2</sup>. Enfin ces modèles de production et de consommation exigent l'importation de coûteuses technologies (machines agricoles, éléments de la « révolution verte »)<sup>3</sup> qui enrichissent d'abord l'Occident et les classes privilégiées d'Amérique latine qui prélèvent leur part des échanges internationaux. La plupart de ces technologies et de ces éléments de la « révolution verte » sont produits par de puissantes multinationales établies dans les pays industrialisés du Nord (États-Unis, Canada, Europe, Japon) ou dans leurs filiales d'Amérique latine. Ces E.M.N. contrôlent également les circuits de commercialisation

et de circulation des matières premières agricoles, exportées à partir de l'Amérique latine. L'ensemble du système constitue le « système agro-alimentaire mondial » qui, plus que les gouvernements, préside en Amérique latine au développement rural en amont et en aval<sup>4</sup>. Le léger changement de cap que l'on observe au cours des années récentes en Amérique latine (incitation de l'État national latino-américain aux cultures vivrières, ainsi que le S.A.M., programme alimentaire du Mexique) ne s'est pas encore traduit par des changements positifs pour les populations rurales les plus démunies. Au contraire, toutes les recherches effectuées jusqu'ici révèlent que le mode de développement unidimensionnel a entraîné des conséquences sociales négatives du point de vue de la réduction des inégalités.

## **INÉGALITÉS DE CLASSE ET SYSTEME AGRO-ALIMENTAIRE EN AMÉRIQUE LATINE.**

Le développement du système agro-alimentaire en Amérique latine s'accompagne de l'aggravation des inégalités entre les classes du milieu rural :

- la croissance des inégalités régionales : ainsi au Brésil, les régions les plus riches du Centre-Sud (État de Sao Paulo) ont bénéficié des investissements des multinationales aux dépens d'autres régions, abandonnées à leur misère noire, (le « polygone de la sécheresse » du Nord-Est)<sup>5</sup> ;

- la concentration de la propriété des terres. Même là où la réforme agraire a été tentée comme au Mexique, elle n'a bénéficié qu'aux gros et moyens propriétaires, laissant dans le dénuement des millions de petits paysans parcellaires, ou de travailleurs sans terre<sup>6</sup> ;

- la mécanisation des grands domaines implique la diminution de l'emploi agricole. Dans toute l'Amérique latine, le pourcentage de personnes actives dans l'agriculture a diminué de façon drastique au cours des quarante dernières années. En se fondant sur les statistiques régionales, le B.I.T. (Bureau international du Travail) estime que la baisse de l'emploi agricole est d'autant plus forte que se sont développées les entreprises multinationales<sup>7</sup>. Ainsi au Brésil, la population active agricole au sein de la population active totale passe de 58 % en 1960 à 47 % en 1975 ; au Vénézuëla, de 26 % en 1971 à 17 % en 1980 ; en Colombie, de 40 % en 1973 à 34,5 % en 1980. On estime que, d'une façon générale, le tiers de la main-d'œuvre d'Amérique latine se trouve dans une situation de chômage total ou partiel ou de sous-emploi<sup>8</sup>. Au Mexique, 40 % de la population serait dans ce cas. Encore n'inclut-on pas dans ces pourcentages les personnes qui n'ont jamais travaillé dans le secteur marchand en raison de leur sexe (femmes), de leur ethnie (Indiens d'Amazonie) ou

en raison de leur âge (jeunes ou vieux), ni la plupart de ceux et de celles qui travaillent dans le secteur informel<sup>9</sup> ;

- la concentration de la propriété des terres n'empêche pas la multiplication des *minifundios*, c'est-à-dire des petites propriétés parcellaires sur lesquelles refluent les paysans pauvres chassés des terres qu'ils occupaient<sup>10</sup> ; la densité de population sur ces *minifundios* augmente parfois puisqu'il n'y a pas d'emploi rural ailleurs. Les cultures auxquelles se livre le groupe familial pour survivre (cultures vivrières essentielles à la famille, cultures commerciales d'exportation pour avoir de l'argent liquide) constituent un surcroît de travail dont on verra les conséquences pour les femmes ;

- d'une façon générale, la tendance est à l'aggravation de la *précarité du statut des travailleurs de la terre*, et parmi ceux-ci les pourcentages de métayers et d'ouvriers agricoles permanents diminuent. Ces derniers, parmi lesquels on trouve des techniciens qualifiés capables de conduire les machines agricoles, sont de plus en plus souvent remplacés par des ouvriers agricoles saisonniers dont la situation est la plus précaire et qui se déplacent d'une région à l'autre, voire d'un pays à l'autre, en fonction de l'offre de travail<sup>11</sup>. La relation directe entre les travailleurs ruraux salariés et le propriétaire foncier ou la grande E.M.N. disparaît au profit de l'intermédiaire sans scrupule qui loue chaque jour de la main-d'œuvre sur la place du village, perçoit les salaires et les distribue aux ouvriers agricoles en prélevant évidemment sa dîme<sup>12</sup>. Ce système d'embauche journalière a l'avantage d'éviter de payer les droits sociaux (sécurité sociale, congés, maladies, etc...) dûs aux travailleurs permanents ;

- enfin il est établi que le pouvoir d'achat des masses rurales et en particulier des paysans a diminué, tandis qu'une minorité de propriétaires grands et moyens s'enrichissait. L'aggravation des disparités de revenus suit la disparité des conditions sociales : ainsi entre 1960 et 1970, dans huit pays d'Amérique latine, la part dans le revenu national des 50 % les plus pauvres n'avait pas augmenté (elle était de 13,4 % en 1960 et de 13,9 % en 1970), tandis que la part des 5 % les plus riches n'avait baissé que de 33 % à 30 %. Seules les classes moyennes s'étaient enrichies<sup>13</sup>.

Les inégalités de revenus s'accusent non seulement au sein de la paysannerie dans son ensemble mais également entre travailleurs des villes et des campagnes. On estime qu'en 1970 le revenu agricole moyen, en Amérique latine, était le quart du revenu moyen du travailleur non agricole<sup>14</sup>. L'inégalité de revenu et de statut social s'accompagne de l'inégalité dans les espérances de vie en fonction de la classe sociale et du développement régional : ainsi le Brésilien du Sud dont le niveau de vie est supérieur à celui du Nord-Est a une espérance de vie de dix-huit ans supérieure au second (respectivement soixante-deux et quarante-quatre ans).<sup>15</sup>

Quant aux équipements collectifs (adduction d'eau, d'électricité, écoles, centres de santé), ils sont notoirement insuffisants, parfois inexistants, car ils ne font pas partie des plans de développement. Quelques exemples<sup>16</sup> : en 1970, l'eau dans la maison n'atteignait que 18 % des ménages ruraux du Mexique, 1 % au Guatemala, 5 à 6 % au Salvador, au Honduras et au Nicaragua. L'électricité ne desservait que 28 % des ménages ruraux du Mexique, 32 % du Costa Rica et 2 à 3 % des ménages ruraux du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Nicaragua.

Les taux d'alphabétisation révèlent des écarts entre villes et campagnes : à la campagne, environ 20 % des hommes sont analphabètes contre 17 % pour l'ensemble du sous-continent ; 25 % des femmes y sont analphabètes contre 22 % au total. Les équipements sanitaires et centres de santé sont insuffisants. En particulier, rien ou presque rien n'est organisé pour les populations vivant dans les petits villages ou hameaux éloignés ou dans les montagnes. Le « développement » étant assimilé à la croissance économique, néglige le développement social des services collectifs pour les besoins de la population.

## LE RÔLE DE L'ÉTAT NATIONAL

L'État national latino-américain, loin de s'opposer à ce modèle de développement, l'a adopté, persuadé que la croissance économique du capitalisme sauvage, sous l'égide des E.M.N. américaines ou autres, aurait des retombées sur le bien-être économique et social des populations.

En fait, l'État national latino-américain a accepté, soutenu et promu des plans de développement qui donnent la priorité à la croissance des cultures commerciales (pour l'exportation) sur les cultures vivrières (pour la subsistance) ; il encourage par des prêts, crédits et aides techniques le développement des gros et moyens propriétaires, susceptibles d'acheter des machines et autres éléments de la « révolution verte », nécessaires à ces cultures d'exportation<sup>17</sup>. La politique des prix agricoles a tendu à abaisser le prix payé aux producteurs des aliments de base, tandis que les profits tirés des cultures commerciales pour l'exportation augmentaient.

La conjonction de ces deux politiques a diminué le pouvoir d'achat des petits paysans et aggravé l'écart des revenus entre la ville et la campagne<sup>18</sup>. La réforme agraire, lorsqu'elle a eu lieu, comme au Mexique, n'a pas réglé le problème de la répartition des terres puisque la priorité allait au développement des cultures commerciales pour l'exportation. Cette réforme agraire ne pouvait que décourager les petits paysans

parcellaires, auxquels étaient refusés des prêts pour s'équiper et acheter les éléments de la « révolution verte ». Au Mexique par exemple, environ 80 % des petits paysans bénéficiaires de la réforme agraire (*ejidatarios*) louent leurs parcelles aux gros ou moyens propriétaires, seuls capables de les mettre en valeur parce que seuls bénéficiaires de crédits à bon marché<sup>19</sup>. Ce mode de développement rural promu par les multinationales n'a bénéficié qu'aux moyens et gros propriétaires terriens latino-américains et a provoqué l'exode rural et les luttes paysannes des masses les plus pauvres.

En émigrant à la ville, les paysans cherchent à fuir le chômage, la misère, les bas salaires, les exactions, les expropriations de la terre, la répression politique ou syndicale qui les atteint dès qu'ils tentent de s'organiser pour défendre leur droit à la propriété de la terre ou à des salaires décents. Ces migrations peuvent prendre trois formes :

- l'exode rural vers les villes : en 1975, 61 % de la population totale de l'Amérique latine vivait dans les villes, soit 200 millions de personnes<sup>20</sup> ; le taux de population urbaine est plus élevé encore dans certains pays : 80 % au Brésil, en Argentine et au Vénézuëla ;

- la migration intercontinentale au sein de l'Amérique latine : les paysans des pays les moins riches émigrent vers les pays voisins plus riches (les Uruguayens dans les villes d'Argentine ; les Haïtiens vont couper la canne à sucre en République Dominicaine, etc...)<sup>21</sup> ;

- enfin la migration vers les pays industrialisés du Nord, vers les États-Unis et au Canada pour les paysans et les citoyens des Caraïbes et du Mexique, vers la France et l'Angleterre pour les ressortissants des Caraïbes et des Antilles françaises<sup>22</sup>.

Les luttes paysannes se développent. Elles peuvent prendre plusieurs formes, depuis la guérilla armée (Salvador, Indiens d'Amazonie, etc...) à l'organisation de syndicats et de grèves de paysans (dans les États du Nord et de l'Est du Brésil<sup>23</sup>), aux occupations de terres par les paysans comme au Mexique. Ces luttes paysannes sont généralement l'objet de répression armée et plus récemment on assiste de la part des E.M.N. à des tentatives d'asphyxie économique des groupes paysans qui se révoltent. C'est dans ce contexte de lutte de classes à l'échelle internationale où les riches classes possédantes latino-américaines s'appuient sur l'État et sur les E.M.N. pour garder leurs privilèges, que se situent la condition et le rôle des paysannes d'Amérique latine au sein d'un mode de développement rural basé sur la maximisation du profit.

## **INÉGALITÉS DE SEXE ET SYSTEME AGRO-ALIMENTAIRE EN AMÉRIQUE LATINE**

La croissance des inégalités régionales et sociales au sein des

classes rurales d'Amérique latine entraîne une grande diversité de situations pour les femmes rurales. On peut déjà partir de deux constatations suivantes :

- bien qu'étant « la plus grande zone industrielle des pays en voie de développement », l'Amérique latine avait en 1975 les taux d'activité des femmes les plus bas du monde : sur 169 millions de femmes, 12 % *seulement* étaient considérées comme « actives » contre 23 % en Afrique, 28 % en Amérique du Nord, 36 % en Asie, 30 % en Europe, 48 % en U.R.S.S. et 28 % pour l'ensemble du monde<sup>24</sup> ;

- les recherches menées dans dix pays d'Amérique latine ont révélé que là où il y a eu croissance de l'emploi pour les femmes, soit en tant que travailleuses indépendantes, soit en tant que salariées, cette croissance a favorisé les femmes des classes moyennes et défavorisé les femmes des classes sociales sous-privilégiées<sup>25</sup>.

Le domaine dans lequel la dégradation du statut des femmes rurales est le plus visible est celui de l'emploi agricole. En effet, les statistiques révèlent que si l'emploi agricole a baissé pour les hommes, la chute s'est effectuée dans des proportions encore plus élevées pour les femmes latino-américaines. Selon le B.I.T., si 27 % de l'ensemble des femmes travaillaient dans l'agriculture en 1950, elles n'y étaient plus que 16 % en 1970, 17 % travaillaient dans l'industrie et 67 % dans les services. Si, au Brésil, les travailleuses agricoles constituent encore 20 % de la population active féminine, ce pourcentage tombe à 5 % en Colombie, à 7 % au Guatemala et à 11 % au Mexique<sup>26</sup>.

Si la mécanisation agricole a joué contre l'emploi agricole, elle a défavorisé encore plus la main-d'œuvre féminine dans l'emploi agricole marchand, c'est-à-dire celui qui, recensé dans les statistiques, donne droit à un salaire et parfois à des avantages sociaux<sup>27</sup>. Les plans de développement rural n'ont jamais tenu compte des femmes ou, quand ils en tiennent compte, ils étendent aux familles paysannes la division traditionnelle des rôles économiques et des pouvoirs qui est celle de la bourgeoisie. Ainsi Clio Presvelou a noté qu'en Colombie les programmes de petit élevage de basse-cour en vue d'élever le niveau de vie des familles rurales consistent à faire du mari le propriétaire de l'équipement, même si celui-ci émigre ailleurs pour chercher du travail et que la production du travail d'élevage échoit uniquement à l'épouse<sup>28</sup>.

Les thèses d'Esther Boserup<sup>29</sup> sur les conséquences négatives pour les paysannes du développement technologique agricole sont encore vérifiées pour les femmes latino-américaines. Non seulement leur pourcentage dans l'emploi agricole salarié diminue mais elles sont aussi éliminées des emplois permanents de travailleurs qualifiés de l'agriculture. Une



statistique révèle qu'elles ne constituent d'ailleurs que 7,5 % de l'ensemble des étudiants formés à une qualification agricole<sup>30</sup>. Au sein de l'emploi agricole, elles constituent une partie des ouvriers agricoles temporaires ou saisonniers. Dans certaines régions, comme au Mexique, on leur donne la préférence aux hommes car leurs salaires sont très inférieurs à ceux des hommes<sup>31</sup>. Très souvent, elles sont embauchées par des intermédiaires qui les louent chaque jour à des salaires très bas, au profit d'un gros propriétaire ou d'une multinationale, sans les faire bénéficier d'aucun droit social. De plus, quand elles se présentent avec leur mari, il arrive très souvent que seul le mari touche un salaire.

Puisque les femmes rurales sont les premières licenciées en cas de mécanisation agricole, que font-elles ? Les recherches des sociologues latino-américaines révèlent que, si les femmes paysannes sont écartées de l'emploi qualifié permanent, c'est-à-dire de l'emploi formel marchand, *leur charge de travail ne diminue pas pour autant* : au contraire, lorsqu'elles sont éliminées de l'emploi formel qualifié permanent, leur charge de travail s'accroît, même si elles ne sont pas recensées dans les statistiques, soit parce qu'elles travaillent dans les *minifundios* avec le mari, soit parce qu'elles occupent un emploi dans le secteur informel (travail à domicile, travail dans une petite entreprise rurale de moins de cinq salariés, travail de domestique, ou indépendantes dans le petit commerce ou le petit artisanat).

La plupart des paysannes travaillent avec leur mari sur le *minifundio* ; leur journée de travail, en période de récolte du café par exemple (durant trois mois par an), peut s'élever à dix-sept heures par jour. Il en est ainsi pour les paysannes de la région d'Oaxaca (Mexique) qui cueillent le café, le décortiquent, vaquent à leurs occupations domestiques en même temps qu'elles produisent les cultures vivrières pour l'alimentation quotidienne de la famille<sup>32</sup>. D'une façon générale, les femmes paysannes qui travaillent sur les *minifundios* cumulent cinq sortes de production :

- une production marchande quand elles « aident » le mari à la culture commerciale (café, etc) ;
- une culture vivrière non marchande destinée avant tout à fournir des valeurs d'usage, c'est-à-dire à être consommées directement par la famille ;
- une production artisanale pour les besoins de la famille ;
- une petite production marchande qui consiste à commercialiser le surplus de leurs productions artisanales et vivrières ;
- une production domestique (corvées de bois et d'eau, cuisine, tâches ménagères, éducation des enfants) que personne (ni la science économique, ni le mari) ne considère comme un travail.

Quels sont les revenus des femmes paysannes ? Le plus souvent aucun ; elles ne sont même pas recensées par la statistique comme travailleuses puisqu'elles ne perçoivent rien. C'est en effet le mari qui reçoit le revenu de la vente des cultures commerciales à la coopérative ou au secteur commercial privé, même si la femme l'a aidé dans son travail. Les *seules ressources* des femmes sont tirées de la *vente du surplus des cultures vivrières ou artisanales* ou encore de la vente de leur force de travail quand elles se louent comme ouvrières agricoles pour les travaux saisonniers<sup>33</sup>. Comme l'écrit une sociologue brésilienne, les paysannes sont surchargées de besogne et elles ne peuvent s'en tirer qu'en utilisant le travail des enfants qui deviennent ainsi « presque des bêtes de somme »<sup>34</sup>.

Les recherches à l'échelle de la famille du petit paysan expliquent la surcharge de travail des paysannes :

- les prix agricoles sont insuffisants pour que la famille envisage de garder à la maison pour les aider les enfants devenus grands : ceux-ci émigrent en ville dès l'adolescence. La femme ne peut recourir qu'aux jeunes enfants pour se faire aider ;

- les prix agricoles sont insuffisants pour que la famille puisse louer, comme dans le passé, un ou deux ouvriers agricoles pour l'aider au moment des récoltes<sup>35</sup> ;

- la monétarisation agricole a désagrégé les formes anciennes de solidarité villageoise ou tribale, en vertu de laquelle les voisins ou le clan aidaient les familles au moment de la récolte, à charge de réciprocité.

Si l'épouse du petit paysan latino-américain est devenue « une bête de somme », qui ne touche aucun revenu, si ce n'est un revenu aléatoire dû à son travail comme ouvrière saisonnière ou à une petite production marchande commercialisée à très bas prix, elle n'en reproduit pas moins la force de travail de son conjoint qu'exploitent aussi les *latifundiaires*<sup>36</sup> et les E.M.N. Ainsi le « colon » de la région de Sao Paulo qui vit sur le domaine du *latifundiaire* et qui a le droit d'y cultiver une parcelle de terre reçoit 40 cruzeiros par jour pour son travail au profit du *latifundiaire* tandis que l'ouvrier agricole qui vit en ville et ne dispose pas d'une parcelle reçoit environ 120 cruzeiros pour la même production<sup>37</sup>. Ceci signifie que la femme du petit paysan (le « colon ») qui vit sur le grand domaine produit l'équivalent de 80 cruzeiros en productions vivrières et services nécessaires à la survie de la famille : à tout le moins, elle produit l'équivalent de 40 cruzeiros pour l'entretien de son mari (si l'on présume qu'elle consomme une alimentation et des services en valeur équivalente à la consommation du mari).

Même observation faite dans la région de Guaranesia (Brésil), où les « colons » sont payés comme salariés agricoles dans les grandes

plantations de café. Ana Maria de Silva Dias y observe que les revenus payés au mari ne couvrent que 30 % des ressources nécessaires à la couverture des frais du ménage, le complément (soit 70 %) étant trouvé dans les cultures vivrières, essentiellement assumées par les femmes, même lorsqu'elles travaillent avec le mari dans les plantations de café<sup>38</sup>.

En Guadeloupe et en Martinique, Fougeyrollas<sup>39</sup> note aussi que « si les femmes paysannes donnent la vie, elles assurent aussi la survie » en produisant les trois quarts de la production vivrière nécessaire à la subsistance du groupe familial, dont le père est très souvent absent. Elles revendent les excédents dans des petites boutiques dont elles assurent elles-mêmes l'ouverture, ce qui n'est pas sans alourdir considérablement leur budget-temps. Leurs ressources monétaires sont toujours très faibles : ou bien le mari reçoit seul les revenus tirés soit de la vente des cultures commerciales soit d'un travail d'ouvrier agricole – auquel son épouse a participé – et sa femme n'a rien ; ou bien, si elle dispose de quelque argent tiré de son travail agricole saisonnier ou de son petit commerce, elle n'est jamais payée à un salaire ou à un prix convenable. M. Figueredo a montré que les paysannes de la côte atlantique du Brésil qui vendent leurs produits artisanaux sur les marchés villageois sous-estiment le prix des matières premières utilisées et de leur temps de travail<sup>40</sup>. En outre, alors que le statut du travailleur agricole assure à certains petits paysans – comme au Brésil – une certaine protection sociale (en particulier la retraite-vieillesse), les femmes n'y ont pas droit. Les femmes sont ainsi pénalisées non seulement dans leur vie active mais aussi dans leur vieillesse (cas du Brésil)<sup>41</sup>.

Le travail informel, soit à domicile ou dans la petite entreprise rurale de *sous-traitance*, se multiplie<sup>42</sup>. Dès que les ouvrières des villes s'organisent pour demander des salaires meilleurs, les entrepreneurs latino-américains ou les E.M.N. de l'industrie de l'habillement déplacent le travail dans les campagnes. Celui-ci s'effectue soit à domicile, soit dans les petites entreprises de moins de dix ouvriers, ce qui permet généralement de faire travailler les femmes rurales sans les déclarer et sans leur assurer des droits sociaux, tout en leur payant des salaires très bas. A Sao Paulo, on estime que, suivant les cas, ce système de sous-traitance à la campagne dans la petite entreprise rurale (*workshop*) assure 30 %, 50 % et parfois même 90 % de la production totale de la maison mère installée à la ville<sup>43</sup>. Aux environs de Mexico se développent des « villages industriels »<sup>44</sup>. Ce travail est essentiellement féminin. Ceci permet au capital de se décharger sur la petite entreprise ou sur le groupe familial d'une partie du coût de reproduction de la force de travail, inoccupée en période de crise cyclique dans l'habillement, de diminuer le coût de la main-d'œuvre et le coût de la production. Ainsi, dans la production à

domicile, le coût du loyer et de l'énergie utilisée est à la charge de la travailleuse et celle-ci se fait aider en période de pointe par les membres de sa famille. Il est très difficile aux ouvrières, étant donné les distances, de s'organiser sur le plan syndical.

Quant au travail des femmes dans les petites entreprises rurales, il est toujours soumis au modèle du rôle traditionnel des sexes : le travail des femmes ainsi que leurs salaires sont considérés comme travail et salaires « d'appoint » aussi bien par les employeurs que par les travailleurs ; en outre, ce travail salarié se heurte souvent à la résistance des maris et des pères qui ne l'acceptent que lorsque leurs femmes ou leurs filles travaillent dans les mêmes équipes qu'eux-mêmes<sup>45</sup>.

Les conditions ainsi décrites révèlent que les femmes rurales, qu'elles travaillent dans l'emploi formel ou informel, dans le secteur marchand ou non marchand, sont triplement infériorisées par rapport aux hommes sur le plan économique :

- le travail de leurs maris et des hommes en général produit des revenus ou un salaire minimum, dont elles sont le plus souvent évincées ; quand elles sont salariées, leurs salaires sont de 50 %-environ inférieurs à ceux des hommes ;

- le temps de travail des hommes comme travailleurs salariés est réglementé, c'est-à-dire limité en fonction des lois sociales, tandis que les heures de travail des femmes sont indéfinies puisque les tâches domestiques, comme la garde des enfants, l'entretien de la maison, la cuisine et les productions vivrières leur échoient en priorité ;

- les maris paysans jouissent de certains avantages sociaux (comme la retraite au Brésil) tandis que les femmes en sont privées.

Le travail des femmes paysannes constitue donc, selon une économiste « *le temps fort de l'exploitation capitaliste* »<sup>46</sup>, même si elles ne reçoivent ni paiement pour leur production, ni salaire pour leur travail. Les exemples donnés révèlent suffisamment que leur travail assure plus que celui de leur mari le coût de reproduction du ménage, les ressources du mari servant le plus souvent à s'équiper en biens manufacturés et de prestige qui ne sont souvent consommés que par lui.

Mais ce n'est pas par hasard si le travail – marchand ou non marchand des paysannes, formel ou non formel – constitue « le temps fort de l'exploitation économique dans le système capitaliste », ici, dans le système agro-alimentaire. En effet, ce système s'est appuyé pour son développement sur le renforcement des oppressions frappant les femmes en raison de l'existence d'une famille paysanne patriarcale. Dans cette famille, dont le modèle fut importé dans le Nouveau Monde par les colo-

nisateurs espagnols ou brésiliens, le mari est le chef de la famille et l'administrateur des biens dont les droits et privilèges furent codifiés par une législation civile adoptée du Code Napoléon. Dans ce modèle bourgeois de la famille, la femme est censée ne pas travailler pour se consacrer au confort du mari et à l'éducation des enfants tandis que seul le mari est le pourvoyeur des besoins économiques de la famille. Ce modèle est utilisé dans les familles paysannes où, selon le témoignage d'un paysan brésilien, les tâches domestiques les plus écrasantes effectuées par les femmes, n'étant pas considérées comme un travail par les membres de la famille, ne font l'objet d'aucune aide de la part des hommes<sup>47</sup>. De plus leur production de biens vivriers est rendue « invisible » dans les statistiques de travail et les indicateurs économiques, résultat d'une science économique occidentale aussi sexiste que le modèle familial.

Ainsi la situation et le rôle économique des femmes latino-américaines dans le développement rural sont déterminés en fonction des dynamismes des processus de développement qui relèvent à la fois de deux systèmes :

- *un système capitaliste mondial* — dont le système agro-alimentaire est une illustration dans la production agricole d'Amérique latine — qui creuse les inégalités sociales et économiques entre les classes sociales paysannes tout autant qu'entre travailleurs des campagnes et des villes, entre travailleurs masculins et féminins, l'accumulation capitaliste se faisant, entre autres, grâce aux bas salaires des paysannes et des ouvrières ;

- *un système patriarcal* bien vivant sur lequel le premier s'appuie pour aggraver un peu plus les clivages entre les sexes. Le système patriarcal est en particulier responsable de ce que j'appelle « l'accumulation permanente de base », réalisée à partir du *temps de travail domestique des femmes dans la famille*, — travail non payé —, un temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail du mari et des enfants et des femmes elles-mêmes et qui contribue indirectement à la formation de la plus value tirée du travail marchand de ces derniers. Autrement dit, le développement de la production des valeurs d'échange suppose la permanence de la production des valeurs d'usage. Inégalités de classes et inégalités de sexe se combinent ainsi étroitement dans la mesure même où, pour la maximisation du profit, le système économique mondial utilise les systèmes patriarcaux en les reproduisant et en les renforçant. Inversement, il serait facile de montrer comment le patriarcat utilise le système capitaliste mondial pour renforcer les privilèges d'un sexe.

Les modèles de développement rural, adoptés en Amérique latine et légitimés par l'intervention de l'État et des organisations internationales, dénie par conséquent aux femmes paysannes leur rôle écono-

mique en tant que travailleuses de leur propre chef, un rôle susceptible de les faire accéder aux revenus de leur production, avec les avantages sociaux qui sont accordés aux hommes et la limitation du temps de travail. Ces modèles de développement nient les femmes en tant qu'êtres rationnels susceptibles d'équilibrer un budget familial, de partager les responsabilités économiques avec les maris alors que ce sont elles, plus que les maris, lesquels préfèrent les dépenses ostentatoires (cigarettes, bière, appareils électroniques, etc...), qui en fait assurent la survie du groupe familial. Ces modèles de développement nient la rationalité des femmes qui souhaiteraient avoir moins d'enfants que ceux qu'elles ont effectivement, presque rien n'étant fait pour les informer des méthodes contraceptives et les aider à planifier les naissances. Les démographes reconnaissent que l'avortement clandestin est devenu un fléau dans toute l'Amérique latine et que la mortalité maternelle due aux avortements est très élevée : ainsi sur les vingt pays du monde ayant les taux les plus élevés de mortalité maternelle, quatorze sont localisés en Amérique latine<sup>48</sup>. L'Église catholique exerce son influence en condamnant le recours à la contraception et à l'avortement, bien que des millions de femmes latino-américaines bravent les interdits aux dépens de leur santé et les législations nationales sont encore répressives pour les droits des femmes à l'avortement légal.

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, les paysannes soient tentées d'émigrer à la ville. Les statistiques révèlent qu'aujourd'hui en Amérique latine, les femmes paysannes sont « le moteur de l'exode rural ». Au Mexique, par exemple, plus de femmes que d'hommes émigrent à la ville, femmes jeunes à la recherche d'un revenu monétaire qu'elles espèrent trouver dans un emploi domestique ou dans le secteur informel<sup>49</sup>. Il en est de même au Brésil ou en Uruguay. Ce sont également des femmes – non seulement des célibataires ou des veuves – mais des femmes mariées ayant des charges de famille qui gagnent en grand nombre les États-Unis ou le Canada. L'O.N.U. estime que sur un million et demi d'immigrants latino-américains aux États-Unis, en provenance de Cuba, du Mexique ou des Andes Occidentales, 52 % sont des femmes<sup>50</sup>. Enfin, aujourd'hui la frontière mexico-américaine est franchie par deux femmes sur trois immigrants à la recherche de travail en Amérique du Nord<sup>51</sup>, ce qui provoquera la hausse du pourcentage de femmes dans l'émigration latino-américaine aux U.S.A. Bien souvent, le secteur industriel étant vite saturé, les seuls revenus accessibles aux femmes paysannes qui émigrent à la ville en Amérique latine proviennent de l'emploi domestique, de l'emploi informel dans le petit commerce de rue (*street vendors*) ou de la prostitution, tandis qu'aux États-Unis ou en France, elles peuvent trouver des emplois permanents relativement mieux payés, une protection sociale et un temps de travail limité.

Cet exode rural constitue encore une plus-value pour l'accumulation capitaliste des pays du Nord puisque la reproduction de cette force de travail féminine durant l'enfance et l'adolescence n'a rien coûté à ces pays d'immigration. Ainsi, qu'elles soient paysannes restées sur le *mini-fundio* ou qu'elles émigrent dans les pays industrialisés, les femmes contribuent à l'accumulation capitaliste, une accumulation qui, dans le système d'échanges internationaux actuellement dominé par les multinationales et conforté par le système patriarcal :

- enrichit un peu plus les riches ou les classes moyennes et appauvrit un peu plus l'immense masse des pauvres ;

- creuse l'écart entre la condition socio-économique des femmes et celle des hommes.

\*  
\* \*

La situation des femmes paysannes latino-américaines illustre bien le fonctionnement interdépendant de ces deux systèmes d'injustice, le premier engendré par le mode de production de l'économie de marché, le second par « le mode de production domestique patriarcal »<sup>52</sup>. *La stratification sociale* qui alimente la plus-value et confine les paysannes latino-américaines dans des revenus misérables malgré une charge de travail intense s'appuie sur la stratification sexuelle, la subordination des femmes aux hommes, qui fait des premières les servantes du groupe domestique. Et inversement, la stratification sexuelle dans les familles latino-américaines se renforce grâce à une économie de marché — et à une science économique qui lui correspond et qui rend « invisibles » les productions des femmes, qu'elles soient productions de valeurs d'usage pour la consommation de la famille ou qu'elles soient productions marchandes dont le plus souvent les revenus ne sont attribués qu'aux maris.

La double exploitation des femmes rurales, l'une résultant de l'exploitation de classe d'une grande masse de paysans par une minorité rurale privilégiée, l'autre de la domination des femmes au sein de la famille patriarcale, détermine deux espaces sociaux où les femmes peuvent déployer leurs luttes. Les luttes paysannes en Amérique latine témoignent amplement de la participation des femmes, que ce soit au sein des guérillas ou dans les grèves des travailleurs agricoles et dans les revendications des organisations paysannes ou des mouvements non organisés. Quant aux luttes ayant plus spécialement trait aux revendications des femmes, elles sont le plus souvent prises en charge par les mouvements féministes autonomes des villes, même si des exemples de luttes féminines autonomes peuvent être cités dans les campagnes. Il est ainsi remarquable de constater que, bien que les femmes urbaines des classes moyennes latino-américaines soient aussi les principales bénéficiaires (quant au nombre) d'un mode de développement économique qui a creusé les inégalités sociales entre les classes sociales et entre la ville et la campagne,

elles se conduisent en fait — quand elles posent des revendications spécifiques aux femmes comme la création de centres de santé, le droit à l'information contraceptive et le droit à l'avortement légal — comme des agents économiques demandant qu'une partie du surplus capitaliste soit redistribué au profit de celles auxquelles ce surplus a été le plus injustement et le plus massivement extorqué<sup>53</sup>.

On peut conclure de ces faits qu'il y a place pour deux espaces sociaux où peuvent se développer, de façon autonome, les mouvements sociaux qui prennent en charge les revendications des laissés-pour-compte de la croissance économique ou de ces « prolétaires des prolétaires » que sont les femmes discriminées dans la famille, le travail et la société. Le respect par chaque mouvement social de l'autonomie de lutte de chaque minorité opprimée (fût-elle une majorité démographique comme cela est le cas des femmes) représente une condition favorable pour des alliances entre ces mouvements, en vue de transformer ces inégalités profondes qui caractérisent aujourd'hui les rapports de classe et de sexe dans les campagnes latino-américaines dominées par le système agro-alimentaire mondial.

## NOTES

1. Christian Sautter et Laurent de Mautort, *La concurrence industrielle à l'échelle mondiale*, Paris, La Documentation Française, 1979, n° 00.

2. Jean-Yves Carfantan, « La fin d'un mythe », *Alternance économique*, février 1982, p. 14.

3. « Révolution verte » : modernisation de l'agriculture, amélioration des semences, introduction d'engrais, de pesticides, d'herbicides.

4. Artur Domike et Rodriguez Gonzalo, « La agro-industria en Mexico », CIDE (Centre international de développement économique) 1976 et Gonzalo Arroyo, Silvio Gomes de Almeida et Jean-Marc Von der Weid, « Empresas transnacionales y agricultura en America Latina », *Estudios del Tercer Mundo*, juin 1980, vol 3, n° 2.

5. Collectif Paulo Freire, *Multinationales et travailleurs au Brésil*, Paris, Maspéro, sans date.

6. Marcelo Garcia, « Alimentos y politica internacional de los Estados Unidos », *Estudios del Tercer Mundo*, juin 1980, vol. 3, n° 2.

7. Gonzalo Arroyo, Silvio Gomes de Almeida, Jean-Marc von der Weid, *Les effets des entreprises multinationales agro-alimentaires sur l'emploi en Amérique latine*, B.I.T., 1980, 42 pages (ISBN 92 2 202268-8).

8. Jacques Chonchol, « L'agriculture et le problème de l'emploi en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, LI, juin 1979, pp. 125-146.

9. Le travail informel est défini tantôt par le critère de l'emploi, tantôt par celui



du revenu. Le premier critère définit comme secteur informel de production, l'ensemble des personnes employées dans les services domestiques, les travailleurs occasionnels, les travailleurs à domicile, les travailleurs à leur compte et les patrons, ouvriers, employés et les aides familiaux des entreprises dont l'effectif n'excède pas quatre personnes. Le critère du revenu fait entrer dans le secteur informel tout emploi procurant un revenu inférieur à un certain minimum, en général le minimum légal.

10. Vinicius Caldevia Brant, « Les rapports de travail dans l'agriculture brésilienne (1950-1970) », *Problèmes d'Amérique latine*, LVI, n° 4, 635-4 636, 1981.

11. Vinicius Caldevia Brant, *ibidem*.

12. Vinicius Caldevia Brant, *ibidem*.

13. Hernan Duran, Herber Drouvot, « Y-a-t-il une place pour les moyennes et petites entreprises françaises en Amérique latine ? », *Problèmes d'Amérique latine*, 12 décembre 1977, XLVI.

14. Jacques Chonchol, « L'agriculture et l'emploi en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, juin 1979.

15. José Alberto de Carvalho et Charles H. Wood, « Mortality Income Distribution and Rural-Urban Residence in Brasil », *Population and Development Review*, septembre 1979, vol. 4, n° 3.

16. Cynthia de Alcantara, *Modernization and the Changing Life Chances of Women in the Low Income Rural Families*, United-Nations, CEPAL, 1979.

17. Marcelo Garcia, « Alimentos y politica internacional de los Estados Unidos », *Estudios del Tercer Mundo*, juin 1980, vol. 3.

18. Jean-Pierre Bertrand, « Les trois grands axes de la politique agricole brésilienne », *Problèmes d'Amérique latine*, avril 1980, LVI.

19. Laurence Lebas-Tubiana et François Lerin, « Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine, 1967-1980 », *Problèmes d'Amérique latine*, juillet 1980

20. « Population Brief : Latin America », *Population and Development Review*, mars 1980, vol. 6, n° 1.

21. Geronimo de Sierra, « L'émigration massive des travailleurs uruguayens de 1960 à 1976 (en particulier vers l'Argentine) », *Problèmes d'Amérique latine*, novembre 1978.

22. Joan Mc Crea, « Illegal Labor Migration from Mexico to the United States », 1er Congrès mondial de l'Association mondiale de Prospective sociale, Dakar, janvier 1980 (AMPS/ICM/COIII/I).

23. Robert Linhart, *Le Sucre et la faim* (enquête dans les régions sucrières du Nord-Est brésilien), Paris, Éditions de Minuit, 1980. Pour le Mexique, lire Laurence Lebas-Tubiana et François Lerin, « Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine », *Problèmes d'Amérique latine*, 1980.

24. Bureau International du Travail, *Les Travailleuses*, Genève, août 1975, 40 pages. Les comparaisons faites par le B.I.T. sont données sous toutes réserves étant donné la disparité des critères utilisés pour « évaluer » l'activité des femmes ; par exemple, le travail agricole n'est pas pris en compte.

25. Safa Helen, « The Changing Class Composition of the Female Labour Force in Latin America », *Latin American Perspectives*, IV, 4 (15), 1977.

26. Bureau International du Travail, *Les Travailleuses*, Genève, août 1975, 40 pages
27. Voir par exemple pour le Brésil, Glaucia Vasquez de Miranda, « Women's Labor Force Participation in a Developing Society : the Case of Brazil », *Signs*, automne 1977, 3 - 1.
28. Clio Presvelou, « La technologie et la science sont-elles au service des femmes rurales ? », pp. 65-92, in A. Michel, A. Fatoumata Diarra et H. Agbessi Dos Santos : *Femmes et Multinationales*, Paris, ACCT-Karthala, 1981.
29. Esther Boserup, *Women's Role in Economic Development*, New-York, Saint-Martin's Press, 1970.
30. United Nations, *Review and Evaluation of Progress achieved in the Implementation of the World Plan of action, Education*, New-York, 14-30 juillet 1980 (Item 8)
31. Gunvor Goncalves, *Participacion laboral y condiciones salariales de la mujer en America Latina*, PRELAC-OIT, 1978.
32. Kate Young, « Modes of Appropriation and the Sexual Division of Labour : a Case Study from Oaxaca Mexico », in A. Kuhn et Wolpe A.P. (eds), *Feminism and Materialism*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1978.
33. Les ressources monétaires des femmes sont consacrées à l'entretien du ménage dans la mesure où le mari ou le compagnon, s'il y en a, dépense tous ses revenus en argent de poche et ne contribue pas aux frais du ménage.
34. Lia Freitas Garcia Fukui, « Les relations mères-enfants parmi les paysans de statut socio-économique indépendant au Brésil », *Carnets de l'Enfance*, 10 juin 1969.
35. Kate Young, article cité.
36. Latifundia : grands domaines par opposition aux *minifundios*.
37. Communication orale de Cheywa Spindel.
38. Ana Maria de Silva Dias, « Familia e trabalho na cafeicultura », *Cadernos de Pesquisa* (Cahiers de Recherches, Brésil), mai 1981, n° 37.
39. Claudie Beavue-Fougeyrollas, *Les Femmes Antillaises*, Paris, l'Harmattan, 1979
40. Mariza Figuereido de Athayde, *Le rôle socio-économique des femmes chefs de famille à Arembepe*, Paris, Université de Paris VII, 1981, 310 pages.
41. Cheywa Spindel, « Oligopolistic Capital and Rural Production based on Family Labour : the Economic and Social Production of Woman », Mexico, 5ème congrès mondial de sociologie rurale, 1980.
42. OIT-PRELAC, *Sector informal, Funcionamiento y politicas in Latin America*, Santiago du Chili, 1978.
43. Cheywa Spindel, *Proletarianization of the Brazilian Women, Notes on a Processus of Reproduction of Inequalities*, Sao Paulo, CEBRAP, 1981.
44. Sonia Maria de Avelar, « Notas teoricas y metodologicas para el estudio del trabajo industrial a domicilio en Mexico », *Revista Mexicana de Sociologia*, 1977, 39, 4.
45. Neuma Aguiar, « The Impact of Industrialization on Women's Work Roles in Northeast Brazil », in June Nash and Helen Safa (eds.), *Sex and Class in Latin America*, New-York, Praeger, 1976, 330 pages.
46. Agnès Fatoumata Diarra, citée par Andrée Michel dans « Recherches récentes

sur les rôles des sexes dans les communautés méditerranéennes et en Afrique », *Sociologie contemporaine*, 1977, 23.

47. Manuel Da Conção, *Cette terre est à nous*, Récit recueilli par Ana Maria Galano, Paris, Maspéro, 1981.

48. Santiago Gaslonde Sainz, « Abortion Research in Latin America », *Studies in Family Planning*, août 1976, 7 (8).

49. Beneria Lourdes, *Reproduction, Production and the Sexual Division of Labour*, Genève, B.I.T., 1978.

50. United Nations, *Review and Evaluation of Progress achieved in the Implementation of the World Plan of Action : Employment*, juillet 1980 (item 8).

51. Lucie Cohen, « The Female Factor in Resettlement », *Society*, 1977, 14 (6).

52. Christine Delphy, « L'ennemi principal », *Partisans - Libération des femmes*, année zéro, juillet-octobre 1970, numéros 54-55.

53. A. Michel « Multinationales et reproduction des inégalités de classe et de sexe », *Current Sociology*, n° 1, 1983.